

## LE PRINTEMPS ARABE : UNE RÉVOLUTION CONTESTÉE

## Des collabos écervelés aux vieux caciques vendus

(9<sup>e</sup> partie)

*Dans le Printemps arabe, cette opération sophistiquée depuis longtemps préméditée, patiemment planifiée, froidement et impitoyablement exécutée, y compris par les jeunes écervelés qui se sont pris pour des Che Guevara ou des Gandhi, les agents à la solde de l'Amérique ont joué un rôle précieux. Il y a parmi eux des éléments internes du système en place, des militaires de haut rang, des ministres et des fonctionnaires, ainsi que des personnalités de l'opposition de toutes les couleurs, enfin les jeunes traîtres ou collaborateurs que l'on appellera cyberdisidents, pour résumer.*

Tous ces agents comprennent beaucoup d'éléments vivant à l'étranger et disposant d'une double nationalité, notamment américaine et française outre leur nationalité d'origine. On se rappelle qu'en Afghanistan, les Etats-Unis ont placé au pouvoir Hamid Karzaï, et en Irak, Ibrahim Al-Jaafari, Ahmed Chalabi et Ayad Allawi. Chargés de faire descendre les manifestants dans la rue, les intervenants apparents de Facebook et des réseaux sociaux servaient à créer une situation de crise et, surtout, de poudre aux yeux : les coups d'Etat se sont faits dans l'ombre, très discrètement en Égypte mais de manière très flagrante en Tunisie. Ce n'est pas pour rien que des ministres et des responsables tunisiens sont passés du « régime » Ben Ali au régime post-Ben Ali ! Les cas du vieux cacique, Béji Caïd Essebsi, et du général Ammar sont édifiants, comme nous le verrons dans la prochaine étude.

Nombreux sont les personnalités ayant vécu aux Etats-Unis ou même avec des liens avérés avec leurs services de renseignements parmi les leaders actuels des pays du Printemps arabe. En Libye, il y a Mohammad Al-Megharyef, l'actuel président de l'Assemblée nationale libyenne, de nationalité américaine et employé de la CIA depuis le début des années 1980. Khalifa Hifter, actuel chef de l'armée et ancien colonel de l'armée libyenne sous Kadhafi, a vécu 15 années aux Etats-Unis près de la base de la CIA après avoir fait défection et mené une armée de « Contrás » opposée à Kadhafi et basée au Tchad composée de 2000 mercenaires qui ont tué et commis des sabotages en Libye. Le 19 mars 2011, il est rentré secrètement à Benghazi où il a été chargé d'« une certaine cohérence tactique aux troupes rebelles au sol. » L'un des cerveaux du coup d'Etat contre Kadhafi est Nouri Mesmari, ancien chef du protocole du guide libyen, qui a fait défection et fui vers Paris le 20 octobre 2010 pour donner à la France des données sécuritaires et militaires qui permettront la préparation de l'opération contre Kadhafi. S'étant rendu compte du complot, Kadhafi avait fait arrêter son complice, le colonel d'aviation Gehani, référant secret des Français depuis le 18 novembre 2010.

Le 23 décembre, d'autres personnalités libyennes feront défection et arriveront à Paris : ce sont Farj Charrant, Fathi Boukhris et Ali Ounes Mansouri. Après le 17 février, ce sont justement eux, avec Al Hadji, qui vont mener la révolte de Benghazi contre l'armée libyenne et rallier le CNT. Dans une vidéo, *Spécial Investigation* de Canal+, l'homme d'affaires Ziad Takiédine, celui-là même qui a accusé Sarkozy d'avoir été financé par Kadhafi lors de sa campagne électorale fait des révélations capitales. Takiédine est surtout le patron de



Rached Ghannouchi a longtemps vécu à l'étranger.

North Global Oil and Gas Company, une société qui était associée avec Total dans un gisement pétrolier en Libye (NC7), avant de céder à la société pétrolière française 100% de ses droits d'exploitation pour un montant de 140 millions de dollars.

Déjà actionnaire dans Total (2%) et son associé notamment en Iran, le Qatar veut sa part en Libye : il réussira à racheter à Total une partie des droits d'exploitation du gisement libyen NC7, sans que Kadhafi en soit informé. Furieux en l'apprenant, le guide libyen ira même jusqu'à menacer de rompre tout accord avec Total. C'est ce qui lui vaudra les foudres conjointes de l'émir Hamad et de Sarkozy. Ainsi, en novembre 2010, la France et la Grande-Bretagne décident d'organiser des manœuvres militaires conjointes sous le nom de code de « Southern Mistral 11 » : le site internet de l'Armée de l'air française annonce même que l'opération réelle sera déclenchée entre le 21 et le 25 mars 2011 et que son but est de destituer un dictateur qui veut placer son fils comme remplaçant, au pouvoir ! Le scénario de « Southern Mistral 11 » se déroule en Southland (terre du Sud), « contre une dictature responsable d'une attaque contre les intérêts français ».

Cet exercice militaire, planifié en trois mois, au lieu de six habituellement, rappelle étrangement celui qui a précédé l'opération Tempête du désert contre l'Irak (janvier 1991), nous rappelle l'écrivain Gilles Munier.

#### Islamistes et opposants vivant à l'étranger

Mahmoud Jibril démissionnait de son poste de ministre du Plan et de directeur de l'Autorité de développement (soit le fauteuil numéro 2 du gouvernement Kadhafi) à la fin 2010 avant de rejoindre le CNT le 23 mars 2011. Comme par hasard, Mahmoud Jibril avait auparavant longtemps vécu aux Etats-Unis puis travaillé pour Al-Jazeera au Qatar...

Le Libyen Mahmoud Chamman, futur ministre de l'Information du CNT, était membre du Conseil d'administration d'Al-Jazeera au Qatar. Abdel-Jalil, l'ex-ministre de la justice, qui semblait tout faire pour attirer des ennemis à Kadhafi, notamment dans l'affaire des infirmières bulgares, démissionnera en janvier 2011 non sans avoir obtenu la libération de plus de 400 terroristes du GICL qui mèneront l'insurrection armée qui aura raison de Kadhafi mais non sans l'aide de l'OTAN et de 5 000 soldats qataris venus en renfort. Ali Essaoui était ministre du Commerce et de

l'Economie, puis ambassadeur en Inde, avant de démissionner et de rejoindre l'opposition. Abdel Hafiz Ghoga, qui occupera le poste de vice-président du CNT, jouera un rôle important contre Kadhafi.

En Tunisie, l'actuel président Marzouki, Ghannouchi le leader du premier parti « islamiste » tunisien ont longtemps vécu à l'étranger. L'actuel ministre des Affaires étrangères, Rafik Abdessalem (gendre de Rached Ghannouchi), était directeur du Département études de la chaîne Al Jazeera, au Qatar. Il est donc indéniable qu'Al-Jazeera a un lien direct avec le Printemps arabe qu'elle a soutenu. L'immense manipulation des masses est partie d'Al-Jazeera, c'est-à-dire du chapeau de Hamad et donc de la CIA qui a fait d'une chaîne de télévision un nid des « révolutionnaires » noyautés par des agents américains et israéliens. Plus grave, en Tunisie, les principaux leaders de l'opposition (Bohra Belhadj Yahia, Mustapha Ben Jaafar, Ahmed Néjib Chebbi) sont carrément écartés par la « révolution » qui installe des opposants qui ont vécu une bonne partie de leur vie à l'étranger : Rached Ghannouchi et Moncef Marzouki, l'actuel président de la Tunisie. Marzouki présidait la Ligue tunisienne des droits de l'homme, une organisation sponsorisée par la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), elle-même financée par la NED et par l'Open Society du sioniste George Soros. Ghassan Hitto, le président de l'opposition syrienne qui a vécu 25 ans aux Etats-Unis, soit plus que la moitié de sa vie, comme Oussama Al-Kadi, dirige à Washington le Centre syrien pour les études politiques et stratégiques, une officine liée au Pentagone et à la CIA.

D'ailleurs, le Conseil national syrien (CNS) est essentiellement composé d'opposants de l'étranger qui, de surcroît, sont majoritairement des « islamistes ». Le premier président du CNS était Burhan Ghalioun, le conseiller politique d'Abassi Madani, qui a vécu presque toute sa vie en France, en tant qu'enseignant de sociologie mais n'a jamais été considéré comme opposant au pouvoir syrien jusqu'au jour où il fallait lancer le « printemps » syrien : un réseau dormant, ça sert un jour ou l'autre !

D'ailleurs aujourd'hui, nul n'ignore que la composante du CNS, également appelée « opposition d'Istanbul » et « opposition de Doha », a été désignée par Hillary Clinton dans ces deux villes. En outre, tous les leaders de l'opposition du Printemps arabe ont fait des promesses à Israël. En effet, Bassma Kodmani, membre du CNS qui a assisté à la conférence du Bilderberg de 2012, où le changement de régime en Syrie était à l'ordre du jour, a appelé à des relations amicales entre la Syrie et Israël dans un talk-show français, allant même jusqu'à déclarer : « Nous avons besoin d'Israël dans la région. »

Un autre membre du CNS, Ammar Abdulhamid, a déclaré son soutien aux relations amicales entre Israël et la Syrie, dans un entretien avec le journal israélien

*Ynetnews* alors qu'une conversation téléphonique entre Radwan Ziyade du CNS et Mohammad Abdallah a fuité dans laquelle ils voulaient demander plus de soutien au ministre israélien de la Défense, Ehud Barak.

En dehors du CNS, Ribal Al-Assad, ainsi que l'ancien vice-président en exil, Rifaat Al-Assad, souhaitent pour la Syrie de faire la paix avec Israël. Quant à Nofal Al-Dawalibi, il a déclaré dans une interview sur une radio isra-

Par Ali El Hadj Tahar  
elhadjtaharali@gmail.com

lienne que le peuple syrien voulait la paix avec Israël.

#### « Révolution 2.0 » pour vieux caciques

S'agissant de la Libye, selon le quotidien israélien, *Yediot Aharonot*, un accord aurait été signé en 2011 entre le Conseil national transitoire (CNT) libyen et Tel-Aviv, pour l'installation d'une base militaire aux Monts verts, en Libye, si les insurgés arrivaient au pouvoir.

Le document en question, portant l'entête « Israël Défense Forces », note également qu'en contrepartie, Israël s'engage à obtenir la multiplication de frappes aériennes par l'OTAN contre les forces gouvernementales libyennes et l'adhésion de pays arabes à la cause du CNT. Cela ne laisse-t-il pas penser qu'en contrepartie, des éléments des forces spéciales israéliennes auraient donné un coup de main à la « révolution » libyenne ? Pourquoi le « printemps » syrien arrive-t-il en dernier ? Tout simplement parce que les planificateurs savaient que pour abattre ce gros morceau, il fallait l'aide de tous les pays « révolutionnaires », de leurs armes, de leurs mercenaires et terroristes et même du djihad ennikah des jeunes Tunisiennes dont une douzaine seraient parties offrir le service autrefois offert par les bunnies aux GI's qui combattaient au Vietnam. Les collaborateurs arabes de tous âges ont bénéficié de formations, d'aides et de subventions américaines d'organisations agissant pour le compte de la Maison-Blanche et du Département d'Etat et de la CIA, car aux Etats-Unis, les frontières sont minces entre les organisations civiles et les organisations militaires, le patriotisme américain n'ayant pas de limites dans son engagement.

D'innombrables organisations travaillent dans le sens de la promotion de l'idéologie américaine, en vérité de l'hégémonie de ce pays sur le monde. La Freedom House a aussi joué un rôle important dans le Printemps arabe, cette kermesse des manipulés. En 2009, la Freedom House a publié une « carte de la liberté » pour chaque continent, qui différencie les pays suivant le degré de démocratie qu'elle leur attribue. La carte nous apprend que le seul pays totalement libre de la zone Maghreb - Proche-Orient... est Israël.

Cinq pays sont « partiellement libres » : Maroc, Jordanie, Liban, Yémen, Bahreïn. Tous les autres pays de la région sont considérés comme « non libres ». C'est pour cette raison que cette ONG et d'autres, comme l'International Crisis Group de George Soros, essaient de les amener vers la liberté en finançant des traîtres. Cela n'empêche pas la Freedom House de financer un groupe contestataire au Maroc, le Mouvement du 20 février !

Les ONG étatsuniennes ont aussi formé des jeunes Bahreïnais qui ont débuté leur Printemps arabe. On ne sait si parmi eux il y avait des chiites mais la Maison-Blanche a ordonné à l'Arabie Saoudite d'aider le pouvoir en place à mater la rébellion qui, actuellement semble composée de chiites qui demandent des droits légitimes : mal représentés dans les institutions du pays, les chiites bahreïnais affrontent depuis deux années l'armée et les forces de l'ordre saoudiennes envoyées en renfort.

Le Bahreïn, qui veut en finir avec le chiisme, a même détruit plusieurs mosquées de cette communauté musulmane aujourd'hui considérée comme ennemi numéro 1 du wahhabisme international. Accusés d'adorer Ali à la place d'Allah et de ne pas reconnaître Mohamed (QSSL) comme prophète, les chiites sont accusés de bien d'autres déviances perverses fabriquées par la propagande saoudienne.

Le Bahreïn, qui veut en finir avec le chiisme, a même détruit plusieurs mosquées de cette communauté musulmane aujourd'hui considérée comme ennemi numéro 1 du wahhabisme international. Accusés d'adorer Ali à la place d'Allah et de ne pas reconnaître Mohamed (QSSL) comme prophète, les chiites sont accusés de bien d'autres déviances perverses fabriquées par la propagande saoudienne.

A. E. T.  
(A suivre)